

Après un 13 janvier historique, place aux actes Monsieur le Ministre !

Le jeudi 13 janvier a été une journée de grève d'une ampleur exceptionnelle. Nos organisations FSU 64, UNSA 64, FNEC-FP-FO 64 et la FCPE 64 estiment que les annonces faites par le Premier Ministre et par le ministre de l'Éducation Nationale sont très insuffisantes. Néanmoins, elles ont montré que la grève des personnels et de l'ensemble des acteurs de la communauté éducative a un impact fort, et que nous pouvons bousculer le ministère sur nos revendications en nous mobilisant.

La situation est intenable dans l'Éducation Nationale. Le chaos engendré par la gestion de la crise sanitaire mérite des réponses fortes, au-delà des engagements minimalistes pris par le Premier Ministre et par le ministre de l'Éducation Nationale. La mise en place d'un protocole sanitaire praticable, concerté et pérenne est nécessaire pour s'adapter aux réalités des écoles et des établissements.

De plus, il faut immédiatement envisager le report des épreuves de spécialités du baccalauréat prévues en mars et les organiser en fin d'année scolaire sur la base des programmes prévus, mettre à disposition des équipes les évaluations de mi-CP sans aucun caractère obligatoire et créer tous les postes nécessaires pour assurer les remplacements, au-delà du recours annoncé aux listes complémentaires dans le premier degré. Nous demandons le recrutement immédiat de collègues en disponibilité via les inéats.

Pour assurer la protection de toutes et tous, il faut doter les écoles et les établissements en matériel de protection en nombre suffisant, bien au-delà des volumes annoncés et y compris pour les élèves, gratuitement. L'école a un besoin urgent d'investissement pour faire face à la crise. Il faut un collectif budgétaire pour permettre les recrutements indispensables. Il faut également apporter des réponses aux revendications des AED et AESH, en première ligne face à la crise sanitaire et sa gestion catastrophique par le gouvernement.

Personnels, élèves et parents ont besoin de stabilité, pour travailler et étudier dans un environnement serein et sécurisé.

***La colère des personnels, des parents et des lycéen·nes n'est pas retombée !
L'heure est à la poursuite de la mobilisation !***

Pour obtenir satisfaction sur les revendications, nos organisations appellent les personnels, les parents et les lycéen·nes :

- à poursuivre la mobilisation,
- à faire remonter leurs revendications auprès de leur organisation,
- à rendre visible leurs revendications par des affichages, le port de brassards, etc...
- à se rassembler :

JEUDI 20 JANVIER A 12H30

Devant la DSDEN à Pau ;

Devant la sous-préfecture à Bayonne ;

Devant chaque école, chaque établissement, avec les familles.

Nos organisations porteront ensuite ces exigences lors d'une nouvelle audience à la préfecture et les rendront publiques.

Ne laissons pas retomber le formidable élan collectif du 13 janvier dernier. Face à l'immobilisme du ministère, montrons que l'École a besoin de moyens et de conditions de travail sereines pour permettre à toutes et à tous de bénéficier d'un service public d'éducation de qualité.

Pau, le 18 janvier 2022